

il a répondu que nous n'y avions pas encore réfléchi. Il serait grand temps de le faire.

Le prestige de la Russie a été gravement ébranlé par l'élection de la Yougoslavie au Conseil de sécurité, malgré les menaces de Vishinsky. Il faudrait donc que l'ingéniosité de notre diplomatie s'employât à l'ébranler davantage encore, plutôt qu'à des poignées de main et à des négociations. Le communisme est déjà assez durement malmené dans diverses parties de son empire et nombreuses sont les occasions de l'affaiblir encore, surtout dans le domaine économique.

Moscou a entrepris une tâche qui dépasse ses moyens. Elle est hors d'état d'approvisionner ses satellites esclaves qui doivent évidemment, dans ces conditions, se tourner vers l'Occident pour en obtenir équipement et matières premières. Ne les aidons pas à sortir de ces difficultés. Il n'est pas nécessaire, bien entendu, de rompre entièrement nos relations commerciales, mais nous devrions prendre garde de poser des gestes qui pourraient permettre au communisme de déguiser son incompetence du point de vue commercial. Plus il sera dans l'embarras, plus il perdra contenance et plus il deviendra facile de libérer les peuples opprimés.

Les communistes exigent que leurs membres soient entièrement soumis aux dictées du Kremlin. C'est ce qui a poussé Tito à protester, geste qui a ébranlé le bloc de l'Europe orientale. Il n'y a pas de titoïsme en Chine, mais nous pourrions créer une situation analogue en adoptant une ligne de conduite qui empêcherait les communistes de donner suite à leurs promesses, ou même de sortir du dilemme.

C'est la pure vérité. Il y a aussi trois ou quatre autres questions que je désire traiter. Je constate avec plaisir que le ministre a suivi la coutume des États-Unis en publiant un opuscule sur la défense nationale. J'ai en main le rapport annuel du secrétaire de la Marine des États-Unis, publié par John L. Sullivan. Autrefois il y eut un champion boxeur de ce nom. On peut se procurer cet opuscule, publié en plusieurs langues, au prix de 30c. On y trouve un exposé de l'efficacité de la marine. Il est divisé en chapitres intitulés: avions, munitions, crédits, énergie atomique, chef des opérations navales, manœuvres par temps froid, et construction. On y parle aussi du corps des fusiliers-marins, de ses fonctions, de l'administration financière et le reste. Il énumère les différents services comme le service de santé, les stations navales, l'effectif militaire national. Je suis heureux de voir que le ministre a publié un opuscule semblable qui traite d'une foule de questions, et en particulier de la défense passive.

On me permettra en ce moment de remercier le ministre d'avoir fourni à l'opposition l'occasion de porter ces questions à l'attention de la Chambre lors de l'étude du crédit n° 250. Le Canada est toujours libre, bien entendu,—dit M. Amery dans la *National Review*,—de se laisser entraîner dans le giron de l'économie américaine. Cela contribuerait, je n'en doute pas, à l'expansion mieux équilibrée de l'ensemble du continent nord-américain. Cependant, la majeure partie

de l'expansion, étant donné l'importance et la force vive de l'économie des États-Unis, continuera de se produire au sud de la frontière. Des hommes d'État comme sir John A. Macdonald, qui insistait sur la mise en valeur de l'Est et de l'Ouest du Canada ainsi que sur une protection efficace contre les États-Unis, et sir Wilfrid Laurier, qui a pris une initiative audacieuse en établissant la préférence unilatérale à l'égard de la Grande-Bretagne, ont entrevu l'importance de la situation du Canada et des avantages qu'elle offrait. Ces avantages sont beaucoup plus considérables de nos jours. Le Canada a atteint un stade de son évolution où il pourrait jouer un rôle de premier plan dans le développement du Commonwealth britannique et la régénération de l'Europe, si seulement il le voulait. Dans M. St-Laurent, il a un premier ministre qui jouit d'une majorité incontestée au Parlement et d'une influence encore plus complète au Canada français. Il a déjà manifesté son initiative et l'originalité de ses vues au sujet du pacte de l'Atlantique et à la suite de son insistance sur les programmes régionaux. Est-il inconcevable que, à l'instar de sir Wilfrid Laurier, il puisse prendre une initiative audacieuse qui contribuerait à faire sauter l'embâcle qui paralyse l'économie mondiale?

Le plus grand obstacle qui empêche le Canada de devenir un important membre d'un groupe économique vraiment capable de rivaliser avec les États-Unis, est sûrement d'ordre psychologique. Je crois que c'est exact.

On devrait prendre des mesures en vue de la formation d'une alliance du Pacifique, car si l'Atlantique est la porte de devant du Canada, le Pacifique en est la porte de derrière. Le pacte de l'Atlantique groupe quelque 200 millions de gens, mais la région du Pacifique, y compris la Chine du sud, compte 600 ou 700 millions d'âmes. Il faut prendre des mesures immédiates contre la Russie communiste, qui a trouvé son maître dans l'Occident, mais échappe à toute maîtrise dans l'Orient. En 1938, je signalais à la Chambre que, du détroit de Puget aux îles de la reine Charlotte, il y a près de 700 milles de littoral non protégé. Ce n'est que par miracle que le Canada a échappé à l'invasion après Pearl-Harbour.

Le Canada devrait voir à surveiller l'Orient et à empêcher la Russie communiste de dominer l'Asie. Le pacte de l'Atlantique et le plan Marshall ont mis un frein aux ambitions des communistes dans la région de l'Atlantique, mais les mesures que nous prenons pour protéger notre porte de devant resteront de peu d'utilité si nous n'avons pas un pacte du Pacifique: elles n'empêcheront pas la Russie d'envahir l'extrême Orient. Il nous faut un